

Comité local pour l'emploi

„ Une localisation préférentielle et une économie diversifiée

janvier 2026

Dole

L'information sur
Emploi • Formation • Orientation en région

Comité local pour l'emploi

Dole



SOMMAIRE



03 SYNTHÈSE

- 03 > Le territoire est-il attractif ?
- 03 > Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?
- 04 > Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
- 05 > Le territoire est-il particulièrement exposé aux changements climatiques ?
- 05 > Quelle offre de formation est accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
- 07 > L'emploi progresse-t-il ?
- 08 > Quel niveau de précarité sur le territoire ?

09 FORCES - FAIBLESSES

17 SOURCES BIBLIOGRAPHIE



Le territoire est-il attractif ?¹



Localisation préférentielle et attractivité

Localisation préférentielle

Le territoire d'intervention du CLPE de Dole bénéficie d'une **localisation préférentielle**. Situé entre Dijon et Besançon, dans la partie la plus dynamique économiquement de la région, il tire parti d'une **bonne accessibilité** (autoroute, LGV et aéroport). **La mobilité domicile-travail des actifs est ainsi soutenue** avec 28 % des actifs résidant dans le territoire du CLPE qui travaillent à l'extérieur contre 9 % en BFC. Ces navetteurs travaillent principalement dans les territoires des CLPE de Besançon, Lons-le-Saunier, Dijon métropole et Dijon hors métropole.

Attractivité économique et résidentielle

Sa bonne accessibilité ainsi que la santé, plutôt bonne, de l'emploi confèrent au territoire **une attractivité économique** supérieure à la moyenne régionale : 19 % des emplois dans le territoire du CLPE sont occupés par des actifs habitant à l'extérieur du territoire contre 5 % en BFC. Le plus grand nombre de ces entrants viennent des territoires des CLPE de Lons-le-Saunier, Besançon, Dijon hors métropole et Beaune. L'avantage de localisation se traduit également en termes **d'attractivité résidentielle**. En effet, le solde entrées-sorties du territoire est positif, en lien notamment avec l'arrivée de travailleurs pendulaires.



En savoir plus...

Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?

Vieillesse et accompagnement de la dépendance

Si le territoire du CLPE de Dole gagne de la population du point de vue migratoire, **il en perd du point de vue du solde naturel** ce qui entraîne une légère baisse de la population entre les deux derniers recensements (2016-2022).

Cette diminution est toutefois moins forte que celles relevées aux échelons départementale et régionale. Le solde naturel négatif est lié à la structure par âge de la population du territoire. **La population du territoire du CLPE est plus âgée qu'en région et le vieillissement y est plus marqué notamment au sud** (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains). Ce vieillissement devrait, par ailleurs, s'amplifier au regard des projections de population.



Cette évolution démographique engendre **des besoins de services de proximité. L'accès aux services et aux équipements des personnes âgées, l'offre de soins et de services à domicile et, les emplois qui en découlent, sont des enjeux majeurs. Ceux-ci sont particulièrement prégnants dans le sud du territoire** caractérisé par un vieillissement plus important, un accès plus difficile aux équipements et aux services et une forte dépendance à la voiture.

En outre, la baisse de la natalité et le contexte de vieillissement, qui touche aussi les actifs, **accentuent les problématiques de recrutement** pour des métiers déjà, pour la plupart, en tension.



En savoir plus...

¹ Les sources de données utilisées dans ce document sont consultables page 17.

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



Une économie diversifiée : atouts agricoles, savoir-faire industriel, spécificités tertiaires, potentiel touristique

Une autre force du territoire du CLPE de Dole est **sa structure économique diversifiée** mêlant atouts agricoles, savoir-faire industriels, secteurs tertiaires non marchands développés (santé et action sociale notamment) et potentiel touristique. Cette diversité est garante d'une meilleure résistance en cas de crise sectorielle.

AGRICULTURE

Le territoire s'appuie sur la filière laitière (zone AOC Comté pour partie), la viticulture et la filière forêt-bois. Les productions agricoles participent, par ailleurs, à l'attractivité touristique du territoire.

INDUSTRIE

L'emploi industriel est, quant à lui, davantage représenté qu'en région avec des spécificités dans la chimie, les IAA, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, le travail du bois, la plasturgie ou encore la métallurgie. Le secteur est toutefois confronté à une baisse structurelle de l'emploi depuis des dizaines d'années et la dépendance à de grands groupes étrangers, concentrant l'emploi industriel, peut être source de fragilité.

TERTIAIRE

L'emploi tertiaire est également présent en particulier dans la santé, l'action sociale mais aussi le commerce. L'importance du secteur non marchand, en particulier l'emploi public, apporte une plus grande stabilité de l'emploi que des secteurs d'activité exposés à la concurrence internationale.



En savoir plus...



Le territoire est-il particulièrement exposé aux changements climatiques ?

Un territoire impacté par les changements climatiques



La transition écologique est une thématique centrale pour le territoire du CLPE de Dole au regard de la structure de l'emploi locale.

En effet, **le secteur agricole est particulièrement exposé aux changements climatiques** en raison, par exemple, des sécheresses de plus en plus fréquentes qui impactent la qualité du fourrage ou encore les vignes (stress hydrique). Les températures élevées fragilisent, par ailleurs, les forêts et favorisent la multiplication d'insectes (scolytes) pouvant nécessiter des coupes sanitaires. Les risques d'incendies sont, en outre, plus importants que par le passé. **L'industrie est également impactée** au regard de l'enjeu écologique de décarbonation des processus de production.

Enfin, **la forte proportion d'actifs mobiles et la forte dépendance à la voiture**, notamment dans le sud du territoire, posent la question de la transition vers une mobilité moins émettrice de carbone.



En savoir plus...

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



Une offre de formation en lien avec ces spécificités sectorielles

L'offre de formation initiale

L'offre de formation initiale existante au sein du territoire du CLPE reflète, pour partie, les caractéristiques de l'emploi local². Ces formations sont notamment portées par des **établissements emblématiques** : l'École nationale de l'innovation, des laboratoires, de l'eau et de l'alimentation à Poligny (ENILEA), le CFA agro-alimentaire de Poligny, le Lycée polyvalent des métiers du bois à Mouchard, l'Institut européen de formation des Compagnons du tour de France à Mouchard ou encore le CFAI de Dole.

² Avertissement

La relation formation-emploi n'est pas toujours directe et linéaire. Une personne sortant de formation n'exercera pas nécessairement le métier en lien avec la formation suivie et ne s'insérera pas obligatoirement dans le secteur d'activité attendu. En outre, une proportion de sortants formés sur le territoire est susceptible de le quitter pour poursuivre leur parcours professionnel.

Cette offre s'échelonne du CAP au niveau Bac+3 tant sous statut d'élève que sous statut d'apprenti. Ce constat pose la question de **la mobilité nécessaire pour accéder à des formations de niveau supérieur. Cette mobilité est plus aisée dans le nord que dans le sud du territoire** du fait de la relative proximité de Dijon et Besançon et de l'offre d'enseignement supérieur développée dans ces territoires.

Les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation orientées vers l'industrie (Technologies industrielles fondamentales, Spécialités pluri-technologiques des transformations, Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction, bois, Travail du bois et de l'ameublement, Physique-chimie ou encore Agro-alimentaire, alimentation, cuisine), **l'agriculture** (Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture) et **des secteurs tertiaires comme la santé, l'action sociale ou le tourisme** (Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales, Santé, Animation culturelle, sportive et de loisirs, Accueil, hôtellerie, tourisme, etc.). **Des formations aux métiers du numérique sont également accessibles** (dont le Bac pro et le BTS cybersécurité, informatique et réseaux, électronique, le BTS services informatiques aux organisations, le BTS services informatiques aux organisations ou la formation de Concepteur en architecture informatique, le BUT science des données).

L'offre de formation pour demandeurs d'emploi

L'offre de formation continue, financée sur fonds publics et destinée aux demandeurs d'emploi, inclut des formations sans niveau spécifique et des formations certifiantes de niveau CAP jusqu'au niveau Licence.

Les stagiaires peuvent également bénéficier **de formations en amont de la qualification** (DAQ, DFL, FLE...). Ces dispositifs ont pour objectifs de construire un projet professionnel, de remobiliser ou d'acquérir des compétences complémentaires préalables à un parcours qualifiant ou à une insertion professionnelle. Dans le CLPE, l'offre de formation en amont de la qualification est principalement localisée à Dole. Il existe néanmoins une plateforme DAQ à Arbois pour répondre aux fréquentes difficultés de mobilité des publics les plus fragiles.

Parmi les formations certifiantes, le niveau CAP est le plus fréquent car **l'offre de formation est construite pour répondre prioritairement aux besoins de qualifications des publics les moins qualifiés et les plus fragiles. Concernant ce niveau, les spécialités de formation en lien avec la structure de l'emploi local sont à nouveau présentes** : Agro-alimentaire, alimentation, cuisine (titre professionnel commis de cuisine), Bâtiment : construction et couverture (plateforme Métiers du BTP : constructeur bois / charpentier bois), Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (assistant maternel / garde d'enfants, DEAES, plateforme de formation préparant aux métiers des services à la personne) ou encore Structures métalliques (titre de soudeur industriel). Les formations de niveau Bac se répartissent dans les spécialités du Commerce, vente (fonctions transverses de l'entreprise), de l'Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (titre professionnel technicien d'assistance en informatique), et de la Santé (DE d'aide-soignant). Enfin, pour le niveau Licence, c'est la spécialité de la Santé qui est représentée avec le DE d'infirmier.

La très grande majorité de cette offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi se situe à Dole ce qui soulève, de nouveau, **la problématique de la mobilité pour accéder à la formation, d'autant plus pour des publics parfois fragiles.**



En savoir plus...

L'emploi progresse t-il ?



Une évolution de l'emploi globalement plus favorable qu'ailleurs en région...

Globalement, **l'emploi total progresse entre les deux derniers recensements (2016-2022)**. Cette hausse est plus élevée qu'en région et que dans le Jura. Cette tendance à la hausse se vérifie pour le champ restreint de l'emploi salarié privé (2014-2025).

La hausse de l'emploi total est portée par le secteur tertiaire marchand, notamment les secteurs des arts-spectacles-activités récréatives, des services administratifs et de soutien (dont l'intérim), des activités juridiques, comptables, d'ingénierie, de l'immobilier et du commerce. Une progression est également observée dans les secteurs tertiaires non marchands de l'administration et de l'enseignement.

L'emploi industriel est aussi orienté à la hausse contre une baisse en région. L'emploi progresse dans la fabrication de machines et d'équipements, le travail du bois, la chimie, les autres industries manufacturières dont la réparation-installation de machines et d'équipements, la métallurgie et les industries agro-alimentaires.



Agriculture



Industrie



Tertiaire marchand



Tertiaire non marchand

La hausse de l'emploi ne se vérifie néanmoins pas dans tous les secteurs d'activité.

Le secteur agricole (à l'exception du salariat), certains secteurs industriels comme la plasturgie ou la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, certains secteurs tertiaires comme le transport-entrepôt, la santé et l'action sociale perdent des emplois sur la période. Par contre, l'emploi dans la construction est stable.

SOURCES UTILISÉES POUR ANALYSER L'EMPLOI

• Le Recensement de la population (Rp) de L'INSEE pour l'emploi total

Le Rp est la seule source de données permettant d'observer l'emploi total au lieu de travail : emploi privé, public, salarié, non salarié. Il est le résultat d'un sondage de la population sur 5 ans (exemple : de 2020 à 2024 pour le Rp millésimé 2022).

• Les données URSSAF pour l'emploi salarié privé

Les données URSSAF couvrent l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel cotisant aux URSSAF. Elles n'incluent donc pas :

- les établissements du secteur public,
- les établissements relevant du régime agricole (suivis par la MSA),
- les particuliers employeurs et
- les actifs non salariés.



En savoir plus...



...mais un ralentissement récent à surveiller

Les évolutions plus récentes de l'emploi salarié privé sont moins favorables (1^{er} trimestre 2024-1^{er} trimestre 2025). La baisse mesurée est conforme à celles enregistrées aux niveaux départemental et régional. L'industrie, la construction et les services suivent cette tendance baissière. Seuls les emplois dans le commerce sont orientés à la hausse. Les évolutions sectorielles sont contrastées à un niveau de nomenclature plus fin (voir page 12).

Les embauches sont logiquement en baisse (déclarations préalables à l'embauche, juillet 2024-juin 2025) **tout comme l'emploi intérimaire** (1^{er} trimestre 2024-1^{er} trimestre 2025, pour la région et le Jura). Les embauches diminuent particulièrement pour les hommes et les seniors. La diminution impacte également plus fortement les contrats longs et les missions de moins d'un mois. L'industrie, les services et l'agriculture sont aussi concernés par cette baisse à l'inverse du commerce et de la construction.

Ce climat moins favorable a des conséquences sur le chômage. Bien qu'il reste faible, le taux de chômage progresse sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi A et ABC augmente plus fortement qu'en région (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025). La hausse touche particulièrement les hommes et les jeunes. L'ancienneté au chômage, proche de la moyenne régionale, augmente également.



En savoir plus...

Quel niveau de précarité sur le territoire ?



Moins de situations de précarité qu'en région mais des contrastes selon les territoires

Malgré ce ralentissement du marché du travail, **la population du territoire du CLPE semble globalement moins touchée par la précarité qu'en moyenne régionale.** Le taux de pauvreté, les proportions de population vivant en Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ou en Zones de revitalisation rurale (ZRR) sont moins élevées qu'en région. Les Jeunes inactifs ou au chômage (JIC) et les jeunes non diplômés sont aussi moins nombreux, en proportion, qu'à l'échelon régional.

Il existe toutefois des disparités au sein des territoires du CLPE. En effet, le taux de pauvreté est plus élevé dans l'agglomération du Grand Dole et dans les communautés de communes de la Plaine jurassienne et d'Arbois-Poligny-Salins Cœur du Jura. Dans l'agglomération du Grand Dole, le QPV Mesnils Pasteur affiche un fort taux de pauvreté. Concernant les deux autres intercommunalités, l'accès plus difficile aux équipements et aux services, la mobilité souvent nécessaire pour accéder à l'emploi et à la formation, le vieillissement soutenu de la population occasionnent des situations de précarité plus fréquentes.



En savoir plus...



Forces / Faiblesses



Dole



- Le territoire est-il attractif ?
Localisation préférentielle et attractivité



- Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?
Vieillessement-accompagnement de la dépendance



- Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
Une économie diversifiée : atouts agricoles, savoir-faire industriel, spécificités tertiaires, potentiel touristique



- Le territoire est-il particulièrement exposé aux changements climatiques ?
Un territoire impacté par les changements climatiques



- Quelle offre de formation est accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
Une offre de formation en lien avec ces spécificités sectorielles



- L'emploi progresse-t-il ?
Une évolution de l'emploi globalement plus favorable qu'ailleurs en région...
...mais un ralentissement récent à surveiller



- Quel niveau de précarité sur le territoire ?
Moins de situations de précarité qu'en région mais des contrastes selon les territoires



Le territoire est-il attractif ?



- Localisation à proximité de Besançon et de Dijon, dans la partie la plus dynamique de la région du point de vue démographique et économique.
- Bonne accessibilité (autoroute, LGV, aéroport).
- Forte mobilité domicile-travail : 28 % des actifs du CLPE travaillent à l'extérieur contre 9 % en BFC.
Principaux lieux de travail des sortants : CLPE de Besançon, Lons-le-Saunier, Dijon métropole, Dijon hors métropole.
- Attractivité éco : 19 % des emplois dans le CLPE sont occupés par des actifs qui résident à l'extérieur (contre 5 % en BFC).
Principaux lieux de résidence des entrants : Lons-le-Saunier, Besançon, Dijon hors métropole, Beaune.
- Attractivité résidentielle : le solde entrées-sorties est positif, en raison notamment d'arrivées de travailleurs pendulaires (qui travaillent à Besançon ou à Dijon).



Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?



- Légère baisse de la population, toutefois moins forte qu'en BFC et que dans le Jura. Cette baisse est due au solde naturel négatif. Elle s'explique par une population plus âgée qu'en région, un vieillissement soutenu notamment au sud (Arbois-Poligny-Salins). Ce vieillissement devrait perdurer.
- Le vieillissement de la population engendre des besoins de proximité de soins, de services à domicile. Or, au sud du territoire, l'accès aux équipements et aux services est plus difficile et la population est très dépendante de la voiture.
- Enjeu de vieillissement-accompagnement de la dépendance : accès aux services et aux équipements des personnes âgées, des besoins d'emplois dans la santé et les services à domicile.



Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



L'emploi progresse-t-il ?



Le territoire est-il particulièrement exposé aux changements climatiques ?



- Une économie diversifiée
- Atouts agricoles : viticulture, lait (AOC Comté), forêt.
- Emplois industriels davantage présents qu'en région. Les secteurs les plus employeurs sont les industries agroalimentaires, la chimie, la métallurgie, la plasturgie et le travail du bois.
Spécificités industrielles :
 - la chimie,
 - la production et distribution d'électricité, de gaz,
 - la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques,
 - les industries agroalimentaires,
 - la production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution
 - le travail du bois,
 - la plasturgie,
 - la métallurgie.
- Territoire d'industrie du Grand Dole (accompagnement à la réindustrialisation du territoire).
- Emplois tertiaires non marchands dans la moyenne régionale. Les secteurs les plus employeurs sont l'action sociale, la santé et l'enseignement).
- Spécificités tertiaires : santé, commerce, action sociale.
- Potentiel touristique (nature, viticulture, filière Comté, ville de Dole, etc.). Part de l'emploi touristique plus élevée au sud du territoire du CLPE.
- Hausse de l'emploi total entre les 2 derniers recensements de la population, hausse plus forte qu'en BFC et que dans le Jura.
- Hausse portée par tertiaire marchand :
 - les arts, spectacles et activités récréatives,
 - les activités de services administratifs et de soutien (dont intérim),
 - les activités juridiques, comptables, d'ingénierie, l'immobilier et le commerce.
- Hausse portée par l'industrie (contre une baisse en BFC) :
 - la fabrication de machines et équipements,
 - le travail du bois,
 - la chimie,
 - les autres industries manufacturières-réparation installation de machines et équipements,
 - la production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution
 - la métallurgie,
 - les industries agroalimentaires.
- Hausse portée par tertiaire non marchand : administration publique et enseignement.
- Hausse du niveau de qualification des actifs plus soutenu qu'en région : hausse des parts de professions intermédiaires-agents de maîtrise et de cadres-professions intellectuelles supérieures contre une baisse des parts d'ouvriers et d'employés.

- Exposition aux changements climatiques. Sécheresse qui impacte la qualité du fourrage et les vignes (stress hydrique), la forêt : coupes sanitaires, incendies, ...
- Recul structurel de l'emploi industriel depuis des décennies.
 - Dépendance à des groupes étrangers, concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements.
 - Des secteurs exposés à la concurrence internationale.
- Emplois tertiaires marchands moins présents qu'en région Les secteurs les plus employeurs sont le commerce, les activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim), le transport-entrepasage, l'hôtellerie-restauration.
- Une baisse de l'emploi dans l'agriculture plus soutenue qu'en BFC malgré une hausse du salariat agricole.
- Stabilité de l'emploi dans la construction contre une hausse en région.
- Des baisses toutefois dans l'industrie : plasturgie et fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
- Hausse du coût de l'énergie : enjeu écologique, de décarbonation des processus de production industrielle.
- Des baisses toutefois dans le tertiaire : transport-entrepasage, santé et action sociale.
- Niveau de qualification légèrement plus faible qu'en BFC : moins de cadres-professions intellectuelles supérieures, plus de professions intermédiaires-agents de maîtrise (notamment dans la santé et le travail social) et d'ouvriers. Cet écart peut être liée à la structure et aux besoins de l'économie locale ou encore à l'offre d'enseignement supérieur limitée dans le territoire.
- Vieillesse des actifs également. Le contexte de baisse de la natalité et de vieillissement de la population entraîne des problématiques de recrutement, pour des métiers parfois déjà en tension.

L'emploi progresse-t-il ? Quelle évolution récente de l'emploi salarié ?

(Données URSSAF : emploi salarié privé hors emploi agricole, public et non salarié)



- Sur le long terme (2014-2025), hausse de l'emploi salarié privé plus soutenue qu'en région et que dans le Jura.

- Sur le court terme (1^{er} trimestre 2024-1^{er} trimestre 2025) : des hausses de l'emploi salarié privé toutefois, notamment dans le commerce.

Plus fortes hausses dans :

- Hébergement social pour personnes âgées
- Entreposage et stockage frigorifique
- Nettoyage courant des bâtiments
- Travaux de peinture et vitrerie
- Supermarchés
- Hypermarchés
- Etc.

- Hausse des embauches (déclarations préalables à l'embauche URSSAF, juillet 2024 - juin 2025) dans le commerce et la construction.

- Sur le court terme (1^{er} trimestre 2024 - 1^{er} trimestre 2025) : baisse de l'emploi salarié privé globalement comme en région et dans le Jura. Baisse dans l'industrie, la construction et les services.

Plus fortes baisses dans :

- Activités des agences de travail temporaire
- Hébergement médicalisé pour personnes âgées
- Commerce de gros
- Fabrication d'autres produits chimiques
- Etc.

- Baisse de l'emploi intérimaire dans le Jura et en région (1^{er} trimestre 2024-1^{er} trimestre 2025). Dans le CLPE de Dole : la moitié des emplois intérimaires dans l'industrie, 85 % d'ouvriers.

- Baisse des embauches plus forte qu'en région (juillet 2024 - juin 2025) qui touche particulièrement les hommes, les seniors, les contrats longs et les missions de moins d'un mois. Baisse dans l'industrie, les services et l'agriculture.

Quelles conséquences sur la demande et l'offre d'emploi ?



- Faible taux de chômage (1^{er} trimestre 2025, à l'échelle de la zone d'emploi de Dole)

- Hausse des offres d'emploi enregistrées par France Travail sur un an (juillet 2024 - juin 2025) contre une baisse en région.

- Enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) 2025 de France Travail : 3 230 projets de recrutements dans le CLPE. 45 % des projets dans les services, 14 % dans le commerce, 17 % dans l'industrie, 13 % dans l'agriculture, 10 % dans la construction.

- Hausse du taux de chômage sur un an et par rapport au trimestre précédent.

- Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC plus forte qu'en BFC sur un an (2^e trimestre 2025-2024). Hausse qui touche particulièrement les hommes et les jeunes.

- 44 % de CLD (chômeurs de longue durée) parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC. Proportion en hausse sur un an (2^e trimestre 2025-2024).

- 57 % de projets jugés difficiles par les employeurs (proche des valeurs régionale et départementale).

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



- Des lycées à Dole, Mouchard, Poligny, Arbois et Salins-les-Bains (dont 1 lycée agricole à Poligny)
Des établissements proposant des formations par apprentissage à Dole, Tavaux, Amange, Poligny, Mouchard, Salins-les-Bains et la Chapelle-sur-Furieuse
- ENILEA à Poligny (École nationale de l'innovation, des laboratoires, de l'eau et de l'alimentation), CFA agroalimentaire de Poligny.
Lycée polyvalent des métiers du bois à Mouchard.
Institut Européen de Formation des Compagnons du Tour de France à Mouchard.
CFAI Uimm Franche-Comté - site de Dole.

- Relative proximité de Dijon et Besançon pour l'accès à une offre développée dans l'enseignement supérieur.

• **Offre de formation initiale sous statut d'élève : les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :**

Agriculture

- Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture (pré-qualification et Bac, dont Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole polyculture élevage)

Industrie

- Technologies industrielles fondamentales (du CAP au Bac+3, dont Bac STL enseignement spécifique biochimie, biologie, biotechnologie, BUT packaging, emballage et conditionnement parcours éco-conception et industrialisation)
- Spécialités pluri-technologiques des transformations (du CAP au Bac+2, dont Bac pro procédés de la chimie, de l'eau et des papiers-cartons et BTS bioqualité)
- Travail du bois et de l'ameublement (du CAP au Bac+2, dont BTS développement et réalisation bois)
- Bâtiment : finitions (Bac et Bac+2, dont BTS systèmes constructifs bois et habitat, Bac pro technicien constructeur bois)
- Agro-alimentaire, alimentation, cuisine (du CAP au Bac+2, dont BTS qualité, alimentation, innovation et maîtrise sanitaire option aliments et processus technologiques et option produits laitiers)

Tertiaire

- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (du CAP au Bac+2, dont CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro animation-enfance et personnes âgées, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social)
- Santé (du CAP au Bac+3)
- Travail social (Bac+2 et Bac+3)
- Accueil, hôtellerie, tourisme (du CAP au Bac+2, dont BTS management en hôtellerie restauration, BTS tourisme, Bac sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration, 2^{nde} professionnelle métiers de l'hôtellerie-restauration)

- Absence de formation initiale supérieure au niveau Bac+3.
- Mobilité nécessaire pour accéder à des formations de niveau supérieur.

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



• Une offre de formation dans des spécialités de formation liées au numérique

- Électricité, électronique (Bac pro cybersécurité, informatique et réseaux, électronique)
- Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission (BTS services informatiques aux organisations option A solutions d'infrastructure, systèmes et réseaux et option B solutions logicielles et applications métiers).

En apprentissage :

- Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (Bac+2 et Bac+3, dont Concepteur en architecture informatique - parcours systèmes d'information, BTS services informatiques aux organisations option solutions logicielles et applications métiers)
- Technologies de commandes des transformations industrielles (BTS cybersécurité, informatique et réseaux, électronique option informatique et réseaux)

• Des particularités dans d'autres spécialités de formation :

- Autres disciplines artistiques et spécialités artistiques plurivalentes (Bac+3 : diplôme national des métiers d'art et du design)
- Habillement (y.c. mode, couture) (CAP et Bac)
- Textile (Bac)

En apprentissage :

- Autres disciplines artistiques et spécialités artistiques plurivalentes (Bac+3 : Licence pro mention guide conférencier)

• Offre de formation initiale en apprentissage

Les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

Agriculture

- Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture (Bac, dont Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole)

Industrie

- Agro-alimentaire, alimentation, cuisine (du CAP au Bac+2, dont CAP crémier-fromager, Certificat de spécialisation technicien spécialisé en transformation laitière, BTSA qualité, alimentation, innovation et maîtrise sanitaire)
- Mécanique générale et de précision, usinage (du CAP au Bac+2, dont Titre professionnel Opérateur-régleur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière, Titre professionnel régleur-décolleteur, Titre professionnel technicien supérieur des méthodes d'industrialisation)
- Spécialités pluritechnologiques des transformations (Bac pro procédés de la chimie, de l'eau et des papiers-cartons)
- Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction, bois (CAP, Bac+2 et Bac+3, dont Licence 3e année mention génie civil - parcours Ingénierie et construction bois)
- Technologies industrielles fondamentales (Bac+2 et Bac+3, dont BTS conseil et commercialisation de solutions techniques - spécialité bois)
- Travail du bois et de l'ameublement (du CAP au Bac+2, dont CAP ébéniste, Bac pro technicien constructeur bois, BTS développement et réalisation bois)
- Physique-chimie (Bac+2, BTS contrôle industriel et régulation automatique).

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Tertiaire

- Accueil, hôtellerie, tourisme (du CAP au Bac+3, dont BTS tourisme, BTS management en hôtellerie – restauration, Licence pro chef de projet touristique)
- Animation culturelle, sportive et de loisirs (CAP et Bac, dont BPJEPS spécialité éducateur sportif mention multi-activités physiques ou sportives pour tous)
- Santé (Bac et Bac+3, dont DE d'aide-soignant et d'infirmière)
- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP et Bac, dont CAP agricole services aux personnes et vente en espace rural).

• Offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi sur financements publics :

Les formations sans niveau spécifique (DAQ, DFL, FLE...) sont toutes localisées à Dole sauf un DAQ à Arbois.

- Concentration de l'offre de formation à Dole qui soulève la question de la mobilité pour accéder à la formation.

Niveau Cap

- Agro-alimentaire, alimentation, cuisine (titre professionnel commis de cuisine, à Dole et Poligny)
- Aménagement paysager (CAP agricole jardinier paysagiste, à Dole)
- Bâtiment : construction et couverture (plateforme Métiers du BTP : constructeur Bois / charpentier Bois à Mouchard)
- Commerce, vente (titre professionnel employé commercial à Dole)
- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (assistant maternel / garde d'enfants, DEAES, plateforme de formation préparant aux métiers des services à la personne, à Dole)
- Structures métalliques (titre paritaire à finalité professionnelle de soudeur industriel à Dole)
- Transport, manutention, magasinage (titre professionnel agent magasinier, titre professionnel conducteur de transport routier de marchandises sur porteur, à Champvans).

Niveau Bac

- Commerce, vente (fonctions transverses de l'entreprise à Dole)
- Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (titre professionnel technicien d'assistance en informatique à Dole)
- Santé (DE d'aide-soignant à Dole).

Niveau Licence

- Santé (DE d'infirmier à Dole).



Quel niveau de précarité sur le territoire ?



- Globalement moins de situations de précarité qu'en région.
- Légèrement moins de jeunes non diplômés et de Jic (Jeunes inactifs ou chômeurs) qu'en BFC.
- Moins de population en QPV (Quartiers prioritaires de la politique de la ville) qu'en BFC.
- Légèrement moins de population en Zone de revitalisation rurale (ZRR) qu'au plan régional.
- Taux de pauvreté plus faible qu'en moyenne régionale mais plus élevé que dans le Jura.
- Part de bénéficiaires du RSA parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC plus faible qu'en région.

- Mais des contrastes à une échelle plus fine.
- 1 QPV à Dole caractérisé par un fort taux de pauvreté.
- Taux de pauvreté plus élevé dans l'agglomération de Dole (1 QPV) et les communautés de communes Plaine du Jura et Arbois Poligny Salins.
- Accès aux équipements et aux services plus difficiles au sud du territoire.
- Forte dépendance à la voiture notamment au sud.

Sources de données

Datavisualisation Emfor, DREETS BFC, France Travail, INSEE, URSSAF

Bibliographie

Emfor



- Les Comités locaux pour l'emploi BFC : indicateurs emploi-formation
- État des lieux socio-économique des zones d'emploi de BFC - Synthèse

DREETS BFC



- Indicateurs statistiques territoriaux CLPE

France Travail : Regards sur et Chiffres clés par CLPE



- Regards sur... par territoire de CLPE
- Les Chiffres clés par territoire de CLPE

INSEE



- Le Jura, entre ruralité, enjeux du vieillissement et transition écologique
- Une économie jurassienne toujours industrielle, portée par les PME
- 111 bassins de vie polarisent les habitudes de vie des habitants
- 159 000 habitants dans les 62 quartiers prioritaires de la ville
- Atlas des fragilités territoriales en Bourgogne-Franche-Comté
- Du rural isolé au rural proche des villes : 4 types d'intercommunalités
- La dorsale : un système urbain discontinu
- Bourgogne-Franche-Comté - Première région rurale de France
- Statistiques locales

Outil de diagnostic, de prospective, d'évaluation, d'aide à la décision et d'information au service des décideurs publics sur les champs de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de l'insertion, Emfor Bourgogne-Franche-Comté est financé dans le cadre du contrat de plan État-Région 2021-2027.

Emfor Bourgogne-Franche-Comté est membre du réseau national des CARIF-OREF.

Siège
Espace Lafayette
8 rue Alfred de Vigny
25000 **Besançon**
tél 03 81 25 52 25

Site de Dijon
Immeuble le Citadin
13 rue Auguste Frémiet
21000 **Dijon**
tél. 03 80 54 14 14

www.emfor-bfc.org
contact@emfor-bfc.org